Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Donnacona | 34025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), KARINE NAUD, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Donnacona pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature Karine Naud Date 2025-05-26

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 4
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9
Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 33
Situation financière par organismes 34
Charges par objets 35
Excédent (déficit) accumulé 36
Avantages sociaux futurs 40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 47
Analyse des charges consolidées 59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
VILLE DE DONNACONA

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Donnacona (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Saint-Marc-des-Carrières, 7 mai 2025
CPA auditrice, permis de comptabilité publique A129685

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	11 120 969	11 156 542	10 624 748
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 975 459	1 968 274	1 946 055
Quotes-parts	3			
Transferts	4	14 974 195	12 114 713	6 741 136
Services rendus	5	1 378 038	1 660 541	1 496 906
Imposition de droits	6	364 065	505 763	668 560
Amendes et pénalités	7	209 700	185 944	212 749
Revenus de placements de portefeuille	8	26 255	67 547	71 091
Autres revenus d'intérêts	9	60 646	97 837	78 942
Autres revenus	10	32 773	152 513	1 230 667
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 142 100	27 909 674	23 070 854
Charges				
Administration générale	14	2 316 899	2 330 536	2 236 681
Sécurité publique	15	1 914 731	2 043 357	1 786 964
Transport	16	3 076 344	3 075 072	3 023 856
Hygiène du milieu	17	4 789 435	4 800 086	4 610 786
Santé et bien-être	18	70 518	56 194	97 875
Aménagement, urbanisme et développement	19	747 334	775 529	865 193
Loisirs et culture	20	4 462 502	4 216 334	4 249 083
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 098 991	898 849	700 122
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	18 476 754	18 195 957	17 570 560
Excédent (déficit) lié aux activités	25	11 665 346	9 713 717	5 500 294
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		70 911 754	65 411 460
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		70 911 754	65 411 460
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		80 625 471	70 911 754

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 573 312	239 607
Débiteurs (note 5)	2	13 072 410	16 936 309
Prêts (note 6)	3	12 000	
Placements de portefeuille (note 7)	4	478 185	412 544
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	6 392	6 392
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	256 235	
	8	18 398 534	17 594 852
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	285 650	6 342 285
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 924 205	4 235 564
Revenus reportés (note 11)	12	2 993 140	347 022
Dette à long terme (note 12)	13	29 849 982	22 962 516
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	508 162	462 867
	16	40 561 139	34 350 254
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 162 605)	(16 755 402)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	102 089 905	86 720 573
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	343 485	599 720
Stocks de fournitures	20	285 284	281 357
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	115 424	79 358
	23	102 834 098	87 681 008
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	80 671 493	70 925 606
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	80 625 471	70 911 754
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	46 022	13 852
	27	80 671 493	70 925 606

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	11 665 346	9 713 717	5 500 294
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(17 843 968)	(19 217 826)	(10 260 203)
Produit de cession	3		3 455	42 989
Amortissement	4	3 875 641	3 844 498	3 616 141
(Gain) perte sur cession	5		541	(82 182)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(401)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(13 968 327)	(15 369 332)	(6 683 656)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		256 235	202 238
Variation des stocks de fournitures	10		(3 927)	(35 209)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(36 066)	48 371
	13		216 242	215 400
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		32 170	13 852
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 302 981)	(5 407 203)	(954 110)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(16 755 402)	(15 801 292)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(16 755 402)	(15 801 292)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(22 162 605)	(16 755 402)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	13 852	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	32 170	13 852
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	32 170	13 852
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	46 022	13 852

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 713 717	5 500 294
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 844 498	3 616 141
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations	3.1	541	(82 182)
	4	13 558 756	9 034 253
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 863 899	(5 110 478)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	156 654	313 152
Revenus reportés	8	2 646 118	131 737
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		202 238
Stocks de fournitures	11	(3 927)	(35 209)
Autres actifs non financiers	12	(36 066)	48 371
	13	20 185 434	4 584 064
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(16 640 544)	(8 703 278)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	3 454	42 989
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(16 637 090)	(8 660 289)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(12 000)	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(33 470)	(38 507)
Cession	22		
	23	(45 470)	(38 507)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	8 424 000	4 104 272
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 440 335)	(1 465 749)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(6 056 635)	1 471 188
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(96 199)	(58 522)
Autres			
▪ Reclassement entre les immos et les propriétés destinées à la revente	28.1		(401)
	29	830 831	4 050 788
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 333 705	(63 944)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	239 607	303 551
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	239 607	303 551
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 573 312	239 607

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Donnacona est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat suivant : la Régie régionale de Gestion des Matières résiduelles de Portneuf.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de ce partenariat pour l'exercice est de 9,4699 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 9,7796 % en début d'exercice à 9,4699 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville et de la Régie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont évalués à la juste valeur marchande.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville et la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville et la Régie comptabilisent un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Pour la Ville :

	Durées
Infrastructures	15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	10, 20 et 40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 à 25 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 et 20 ans

Pour la Régie :

	Durées
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville et la Régie capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville ou la Régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville ou la Régie bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite offert par la Ville à ses employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite auxquels participe la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme liée au règlement V-507 (Boues de fosses septiques)
  - pour la dette à long terme liée au règlement V-568 (Réfection des membranes d'étanchéité des bassins de l'usine de filtration)
  - pour la dette à long terme liée au règlement V-580 (Réparation du réservoir d'eau potable numéro 1 à l'usine de filtration).

pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville et la Régie évaluent initialement leurs actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elles évaluent au coût.

Elles évaluent ultérieurement tous leurs actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l’exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l’état des gains et pertes de réévaluation jusqu’à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Coûts de transaction et commissions

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de CPA Canada

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 « Revenus » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie).

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective et n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés, la présentation ou les informations à fournir aux états financiers consolidés.

Mise en application de la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de CPA Canada

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté la note d'orientation NOSP-8 « Éléments incorporels achetés » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Conformément aux dispositions transitoires, ce changement a été appliqué de façon prospective et n'a entraîné aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

Mise en application du chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de CPA Canada

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 « Partenariats public-privé » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023.

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les états financiers consolidés de la Ville puisqu'elle ne détient pas de partenariats public-privé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 397 957	199 423
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	3 175 355	40 184
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 573 312	239 607
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 573 312	239 607
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	313 526	191 284
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Pour la Ville, la trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels pour 25 057 $, les soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés pour 9 937 $ et le fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection pour 20 174 $.

Pour la Régie, le solde inclut la totalité de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie pour 258 358 $.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	466 912	471 194
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	11 398 737	13 324 475
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	477 510	2 507 936
Organismes municipaux	13	126 509	21 681
Autres			
▪ Amendes et frais connexes	14.1	227 539	243 697
▪ Autres	14.2	375 203	367 326
	15	13 072 410	16 936 309
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 064 133	7 562 219
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	7 064 133	7 562 219
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	8 806	8 806
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 684 048	1 758 429
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	9 022 511	10 927 422
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		45 000
Ministère de la Culture et des Communications	25	40 267	42 900
Autres ministères/organismes	26	651 911	550 724
	27	11 398 737	13 324 475

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêt à un organisme, sans intérêts et remboursable sur demande	30.1	12 000	
	31	12 000	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36	478 185	412 544
	37	478 185	412 544
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	478 185	412 544
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Placement de la Régie.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	256 235	
Autres			
▪	41.1		
	42	256 235	

Note

9. Emprunts temporaires

L'emprunt temporaire, au taux préférentiel, est autorisé à 2 230 000 $.

Les emprunts temporaires relatifs aux règlements d'emprunt V-608, V-609 et V-617, au taux préférentiel, sont autorisés pour une somme totale de 17 279 200 $.

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt V-622, au taux préférentiel moins 0,53 %, est autorisé pour une somme de 26 650 400 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 635 360	2 342 714
Salaires et avantages sociaux	44	846 880	670 574
Dépôts et retenues de garantie	45	2 127 005	956 108
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	277 484	232 385
▪ Redevances à payer	47.2	37 476	33 783
	48	6 924 205	4 235 564

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres transferts	54.1	2 746 345	115 143
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	25 057	25 057
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	147 700	121 564
▪ Obligations prêts de services	62.2	74 038	85 258
	63	2 993 140	347 022

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,86	5,13	2025	2029	64	29 723 929	22 636 793
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	398 848	502 319
Autres					69		
					70	30 122 777	23 139 112
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(272 795)	(176 596)
					72	29 849 982	22 962 516

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 418 089	125 818		1 543 907
2026	74		1 397 397	96 298		1 493 695
2027	75		1 397 680	95 771		1 493 451
2028	76		1 427 192	81 940		1 509 132
2029	77		1 431 505	34 226		1 465 731
2030 et plus	78		22 652 066	8 257		22 660 323
	79		29 723 929	442 310		30 166 239
Intérêts et frais accessoires	80			(43 462)		(43 462)
	81		29 723 929	398 848		30 122 777

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	284 693	254 477
Autres régimes (REER et autres)	88	18 755	15 276
Régimes de retraite des élus municipaux	89	23 921	25 688
	90	327 369	295 441

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	508 162	462 867
Autres			
▪	93.1		
	94	508 162	462 867
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	462 867	
Passifs engagés	96	49 313	461 867
Passifs réglés	97	(5 018)	( )
Charge de désactualisation[1]	98	1 000	1 000
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	508 162	462 867

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Pour la Ville, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisation concernent les activités d'assainissement résultant de l'utilisation normale et productive du dépôt à neige.

L'évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'exercice est constituée de la charge de désactualisation pour 1 000 $.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont un taux de d'actualisation, incluant l'inflation, de 4 % et une période d'actualisation de 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 20 000 $.

Pour la Régie, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

Selon les exigences précisées au décret numéro 688-2011 adopté par le gouvernement du Québec en date du 22 juin 2011, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique autorisé. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans. La Régie doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin en 2051, des cotisations annuelles totalisant 355 975 $. Ce coût a été calculé en fonction d'une contribution unitaire de 4,91 $/$m^3$ enfoui. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets enfoui doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 $/$m^3$ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.
Principales hypothèses utilisées :
Taux d'inflation : 2 %
Taux de rendement brut : 2 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	27 784 676	14 426	330 205	27 468 897
Eaux usées	102	28 548 669	1 754 227	(3 071 633)	33 374 529
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	37 450 757	55 963	(13 413)	37 520 133
Autres					
▪ Site enfouissement	104.1	1 553 147	59 369	63 146	1 549 370
▪ Autres	104.2	5 744 730	301 462	(75 550)	6 121 742
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	21 413 413	8 445 181	(2 165 070)	32 023 664
Améliorations locatives	107	335 175			335 175
Véhicules	108	5 133 182	377 076	34 739	5 475 519
Ameublement et équipement de bureau	109	927 391	126 045	(2 717)	1 056 153
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 182 282	208 183	29 637	3 360 828
Terrains	111	1 049 015			1 049 015
Autres	112	34 510			34 510
	113	133 156 947	11 341 932	(4 870 656)	149 369 535
Immobilisations en cours	114	6 250 934	7 875 894	4 969 332	9 157 496
	115	139 407 881	19 217 826	98 676	158 527 031
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	11 789 655	623 542		12 413 197
Eaux usées	117	12 920 289	721 550		13 641 839
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	14 290 611	943 765		15 234 376
Autres					
▪ Site enfouissement	119.1	998 727	62 597	21 510	1 039 814
▪ Autres	119.2	2 785 392	209 445	(21 510)	3 016 347
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	4 707 849	652 062		5 359 911
Améliorations locatives	122	259 654	21 738		281 392
Véhicules	123	2 300 952	328 368	34 299	2 595 021
Ameublement et équipement de bureau	124	606 320	89 428		695 748
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 993 349	192 003	60 381	2 124 971
Autres	126	34 510			34 510
	127	52 687 308	3 844 498	94 680	56 437 126
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	86 720 573			102 089 905
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	708 261			708 261
Amortissement cumulé	130	(143 393)	(88 210)	( )	(231 603)
Valeur comptable nette	131	564 868			476 658

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	381 671	381 671
Immeubles industriels municipaux	133	218 049	218 049
Autres	134		
	135	599 720	599 720
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	256 235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	343 485	599 720

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	115 424	79 358
▪ Frais reportés	143.2		
Autres			
▪	144.1		
	145	115 424	79 358

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée pour différentes dépenses de fonctionnement et d'investissement dont certaines sont financées par règlements d'emprunt pour un montant total de 15 447 900 $ principalement pour le projet de gestion des débordements qui inclut la construction d'une usine de traitement des eaux usées.

20. Droits contractuels

En vertu de différents programmes de subvention gouvernementale, la Ville a reçu la confirmation en 2022, 2023, 2024 et début 2025 qu'elle aurait droit à un montant total de 33 824 261 $. À la date des états financiers, une somme de 15 636 418 $ a été comptabilisée à titre de revenus de transfert d'investissement, considérant la réalisation des dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Activités n'entraînant pas de mouvement de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2024	2023
Acquisition d'immobilisations corporelles au moyen d'un contrat de location-acquisition	19 217 826	10 260 203
Acquisition d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer - année courante	(4 905 427)	(2 266 755)
Acquisition d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer - année précédente	2 328 145	709 830
	16 540 544	8 703 278

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	11 803 803	15 958 508
En souffrance[1] :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours		
	11 803 803	15 958 508
Moins la provision pour créances douteuses	(8 806)	(8 806)
	11 794 997	15 949 702

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille (pour la Régie)

La Régie atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Régie considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour 2024 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	285 650	–	–	–	285 650
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	6 646 721	–	–	–	6 646 721
Intérêts courus à payer	277 484	–	–	–	277 484
Dette à long terme	1 543 907	2 987 146	2 974 863	22 616 861	30 122 777
	8 753 762	2 987 146	2 974 863	22 616 861	37 332 632

Pour 2023 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	6 342 285	–	–	–	6 342 285
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	4 003 179	–	–	–	4 003 179
Intérêts courus à payer	232 385	–	–	–	232 385
Dette à long terme	1 461 663	2 725 310	2 649 688	16 302 451	23 139 112
	12 039 512	2 725 310	2 649 688	16 302 451	33 716 961

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville et de la Régie est attribuable à leurs actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville et la Régie ont l'intention de conserver leurs placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoient rembourser leurs emprunts et leurs dettes selon l'échéance prévue, elles sont peu exposées à ce risque.

La Ville et la Régie sont exposées au risque associé aux variations des taux d'intérêt de leurs emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	–	285 650	285 650
Dette à long terme	30 122 777	-	30 122 777

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	–	6 342 285	6 342 285
Dette à long terme	23 139 112	-	23 139 112

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Ville et de la Régie.

Autre risque de prix (pour la Régie)

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Juste valeur

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n’y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	10 579 598	11 120 969	11 156 542			11 156 542
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 946 055	1 975 459	1 968 274			1 968 274
Quotes-parts	3					1 056 729	
Transferts	4	417 513	855 381	837 925		400 598	1 238 523
Services rendus	5	1 082 550	968 489	1 284 062		376 479	1 660 541
Imposition de droits	6	668 560	364 065	505 763			505 763
Amendes et pénalités	7	212 749	209 700	185 944			185 944
Revenus de placements de portefeuille	8	47 661	20 000	46 934		20 613	67 547
Autres revenus d'intérêts	9	79 574	60 000	97 507		330	97 837
Autres revenus	10	479 486	26 100	75 164		53 998	129 162
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	15 513 746	15 600 163	16 158 115		1 908 747	17 010 133
Investissement							
Taxes	13	45 150					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	5 962 665	13 828 500	10 832 856		43 334	10 876 190
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	654 855					
Autres	18	53 870		23 351			23 351
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	6 716 540	13 828 500	10 856 207		43 334	10 899 541
	22	22 230 286	29 428 663	27 014 322		1 952 081	27 909 674
Charges							
Administration générale	23	2 105 365	2 176 301	2 189 748	140 788		2 330 536
Sécurité publique	24	1 704 606	1 821 744	1 880 215	163 142		2 043 357
Transport	25	1 874 427	1 881 242	1 837 325	1 237 747		3 075 072
Hygiène du milieu	26	2 392 144	2 626 371	2 619 022	1 444 613	1 793 180	4 800 086
Santé et bien-être	27	97 875	70 518	56 194			56 194
Aménagement, urbanisme et développement	28	859 311	741 806	770 782	4 747		775 529
Loisirs et culture	29	3 612 418	3 733 012	3 577 319	639 015		4 216 334
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	658 907	1 058 007	856 274		42 575	898 849
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 408 133	3 665 943	3 630 052	(3 630 052)		
	34	16 713 186	17 774 944	17 416 931		1 835 755	18 195 957
Excédent (déficit) lié aux activités	35	5 517 100	11 653 719	9 597 391		116 326	9 713 717

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 517 100	11 653 719	9 597 391	116 326	9 713 717
Moins : revenus d'investissement	2	(6 716 540)	(13 828 500)	(10 856 207)	(43 334)	(10 899 541)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 199 440)	(2 174 781)	(1 258 816)	72 992	(1 185 824)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 408 133	3 665 943	3 630 052	214 446	3 844 498
Produit de cession	5	20 726		1 760	1 695	3 455
(Gain) perte sur cession	6	(59 919)		1 796	(1 255)	541
Réduction de valeur / Reclassement	7	(401)				
	8	3 368 539	3 665 943	3 633 608	214 886	3 848 494
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	203 726				
Réduction de valeur / Reclassement	10	401				
	11	204 127				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(583 682)	(829 387)	(756 014)	(186 235)	(942 249)
	18	(583 682)	(829 387)	(756 014)	(186 235)	(942 249)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(714 674)	(650 500)	(688 603)	(21 977)	(710 580)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	128 143		23 950		23 950
Excédent de fonctionnement affecté	21	7 867		36 832	22 847	59 679
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 942)	(6 275)	(6 957)		(6 957)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	60 812	(5 000)	15 585		15 585
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(524 794)	(661 775)	(619 193)	870	(618 323)
	26	2 464 190	2 174 781	2 258 401	29 521	2 287 922
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 264 750		999 585	102 513	1 102 098

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	6 716 540	10 856 207	43 334	10 899 541
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(113 349)	(48 423)	(1 731)	(50 154)
Sécurité publique	3	(1 968 155)	(7 370 833)	( )	(7 370 833)
Transport	4	(3 269 100)	(1 424 744)	( )	(1 424 744)
Hygiène du milieu	5	(4 526 319)	(8 441 663)	(365 127)	(8 806 790)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(4 525)	(6 596)	( )	(6 596)
Loisirs et culture	8	(167 500)	(1 558 709)	( )	(1 558 709)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(10 048 948)	(18 850 968)	(366 858)	(19 217 826)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(1 900)	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	(12 000)	( )	(12 000)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 317 329	8 424 000		8 424 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	714 674	688 603	21 977	710 580
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	121 878	730 566	8 163	738 729
Excédent de fonctionnement affecté	17	7 500	105 954	5 270	111 224
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	844 052	1 525 123	35 410	1 560 533
	20	(6 889 467)	(8 913 845)	(331 448)	(9 245 293)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(172 927)	1 942 362	(288 114)	1 654 248

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	95 274	4 314 954	258 358	4 573 312
Débiteurs (note 5)	2	16 542 909	12 654 780	417 630	13 072 410
Prêts (note 6)	3		12 000		12 000
Placements de portefeuille (note 7)	4			478 185	478 185
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	6 392	6 392		6 392
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7		256 235		256 235
	8	16 644 575	17 244 361	1 154 173	18 398 534
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	6 342 285		285 650	285 650
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 030 587	6 637 199	287 006	6 924 205
Revenus reportés (note 11)	12	347 022	2 993 140		2 993 140
Dette à long terme (note 12)	13	21 733 046	28 805 752	1 044 230	29 849 982
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	26 000	27 000	481 162	508 162
	16	32 478 940	38 463 091	2 098 048	40 561 139
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(15 834 365)	(21 218 730)	(943 875)	(22 162 605)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	84 567 839	99 785 199	2 304 706	102 089 905
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	599 720	343 485		343 485
Stocks de fournitures	20	268 215	253 754	31 530	285 284
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	74 731	109 823	5 601	115 424
	23	85 510 505	100 492 261	2 341 837	102 834 098
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 479 111	1 647 268	208 997	1 856 265
Excédent de fonctionnement affecté	25	290 599	240 090	178 152	418 242
Réserves financières et fonds réservés	26	21 894	30 111		30 111
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(587 458)	(532 838)	( )	(532 838)
Financement des investissements en cours	28	(2 903 998)	(978 261)	(294 938)	(1 273 199)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	71 375 992	78 867 161	1 259 729	80 126 890
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			46 022	46 022
	31	69 676 140	79 273 531	1 397 962	80 671 493

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	5 247 777	5 085 202	5 487 992	5 110 843
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 200 526	1 106 311	1 194 313	1 166 931
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	4 865 670	5 013 880	5 963 388	5 865 663
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	557 913	524 369	566 943	416 524
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	405 982	220 421	220 421	183 503
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	94 112	111 484	111 485	100 095
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 394 958	1 408 999	352 270	359 426
Transferts	15				
Autres	16			11 492	11 657
Autres					
Transferts	17	284 063	250 817	253 169	309 831
Autres	18	52 500	60 460	185 050	177 863
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	3 665 943	3 630 052	3 844 498	3 616 142
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Indemnités et dommages	21.1	4 500	21 711	21 711	21 731
▪ Coût des terrains vendus	21.2				203 957
▪ Autres	21.3	1 000	(16 775)	(16 775)	26 394
	22	17 774 944	17 416 931	18 195 957	17 570 560

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 856 265	1 708 153
Excédent de fonctionnement affecté	2	418 242	382 473
Réserves financières et fonds réservés	3	30 111	21 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(532 838)	(587 458)
Financement des investissements en cours	5	(1 273 199)	(2 910 822)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	80 126 890	72 297 514
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	46 022	13 852
	8	80 671 493	70 925 606
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 647 268	1 479 111
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	208 997	229 042
	11	1 856 265	1 708 153
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1	240 090	290 599
	13	240 090	290 599
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1	178 152	91 874
	15	178 152	91 874
	16	418 242	382 473

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21		
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	9 937	8 677
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	20 174	13 217
Autres			
▪	30.1		
	31	30 111	21 894
	32	30 111	21 894

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	(20 000)	(25 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	(20 000)	(25 000)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	(67 151)	(70 522)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪ Financement LT Fonctionnement	55.1	(512 838)	(562 458)
	56	(579 989)	(632 980)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	67 151	70 522
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	67 151	70 522
	63	(532 838)	(587 458)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	672 657	283 832
Investissements à financer	65	(1 945 856)	(3 194 654)
	66	(1 273 199)	(2 910 822)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	102 089 905	86 720 573
Propriétés destinées à la revente	68	599 720	599 720
Prêts	69	12 000	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	6 392	6 392
	72	102 708 017	87 326 685
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	102 708 017	87 326 685
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(29 849 982)	(22 962 516)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(272 795)	(176 596)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	7 064 133	7 562 219
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	67 151	70 522
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	410 366	477 200
	80	(22 581 127)	(15 029 171)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	( )	( )
	82	(22 581 127)	(15 029 171)
	83	80 126 890	72 297 514

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées. En vertu du régime, les contributions sont versées par les participants et l'employeur. La participation des participants est de 7,75 % de leur salaire et celle de l'employeur est de 7,75 % du salaire des participants.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	284 693	254 477
	110	284 693	254 477

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1

Description des régimes et autres renseignements

Concernant le REER de la Régie : Les cotisations des employés admissibles sont fixées à 6 %, mais il peut arriver de façon exceptionnelle qu'un employé admissible préfère cotiser selon un pourcentage moindre. Les cotisations de l'employeur sont égales aux cotisations de l'employé admissible jusqu'à concurrence de 6 %, ou 8 % pour les cadres.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	18 755	15 276
Autres régimes	115		
	116	18 755	15 276

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	14	13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 901	5 259
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	16 516	17 741
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	7 405	7 947
	121	23 921	25 688

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 474 737	7 492 388	7 492 388	7 110 013
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				45 150
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	348 376	353 170	353 170	413 692
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	7 823 113	7 845 558	7 845 558	7 568 855
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	1 297 151	1 309 976	1 309 976	1 224 016
Égout	13	625 358	626 383	626 383	675 749
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	1 126 051	1 125 316	1 125 316	927 317
Autres					
▪ Évaluation	16.1	141 071	141 280	141 280	128 965
Centres d'urgence 9-1-1	17	41 200	42 503	42 503	36 932
Service de la dette	18	67 025	65 526	65 526	62 914
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	3 297 856	3 310 984	3 310 984	3 055 893
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	3 297 856	3 310 984	3 310 984	3 055 893
	27	11 120 969	11 156 542	11 156 542	10 624 748

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28				
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31	171 274	171 512	171 512	171 191
Cégeps et universités	32				
Écoles primaires et secondaires	33	332 017	332 479	332 479	340 252
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35	503 291	503 991	503 991	511 443
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36	1 316 153	1 316 203	1 316 203	1 271 893
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37	156 015	148 080	148 080	162 719
Taxes d'affaires	38				
	39	1 472 168	1 464 283	1 464 283	1 434 612
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	1 975 459	1 968 274	1 968 274	1 946 055

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47	34 828	34 828	34 828	36 489
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49	39 650			
Autres	50				
Sécurité civile	51				
Autres	52				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	94 614	85 573	85 573	88 272
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	3 139	36 817	36 817	258
Réseau de distribution de l'eau potable	64	30 760	27 525	27 525	28 754
Traitement des eaux usées	65				
Réseaux d'égout	66	192 565	39 039	39 039	41 185
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67			94 255	97 225
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69				
Autres	70				
Autres	71				
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75		91	91	44
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79		49 842	49 842	15 000
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	46 422	67 076	67 076	59 188
Activités culturelles					
Bibliothèques	84	21 769	24 612	24 612	22 736
Autres	85				7 000
Réseau d'électricité	86				
	87	463 747	365 403	459 658	396 151

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91		2 862 380	2 862 380	1 882 620
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94	1 093 500	694 535	694 535	741 279
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104				
Réseau de distribution de l'eau potable	105	94 000	77 308	77 308	240 353
Traitement des eaux usées	106	6 580 000	4 081 119	4 081 119	
Réseaux d'égout	107	1 692 000	2 351 093	2 351 093	3 012 183
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111			43 334	33 568
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124	4 369 000	766 421	766 421	86 230
Activités culturelles					
Bibliothèques	125				
Autres	126				
Réseau d'électricité	127				
	128	13 828 500	10 832 856	10 876 190	5 996 233

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		30 129	30 129	
Péréquation	130		50 760	50 760	
Neutralité	131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			306 343	230 165
Fonds de développement des territoires	134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	391 634	391 633	391 633	118 587
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137				
Autres	138				
	139	391 634	472 522	778 865	348 752
TOTAL DES TRANSFERTS	140	14 683 881	11 670 781	12 114 713	6 741 136

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141	97 180	143 951	143 951	117 857
Évaluation	142				
Autres	143				
	144	97 180	143 951	143 951	117 857
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146	15 000	39 774	39 774	12 438
Autres	147				
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	15 000	39 774	39 774	12 438
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151	1 000	4 040	4 040	10 277
Enlèvement de la neige	152	25 000	10 360	10 360	18 120
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156	26 000	14 400	14 400	28 397
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158	10 914	10 914	10 914	10 302
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161			716	1 558
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162			418	409
Tri et conditionnement	163				
Autres	164			49 582	48 264
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	10 914	10 914	61 630	60 533

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2024	2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174		5 081	5 081	
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178		5 081	5 081	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				500
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				500
Réseau d'électricité	183				
	184	149 094	214 120	264 836	219 725

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2024**	**Réalisations 2023**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187				
	188				
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191				
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195	1 000	27 859	27 859	36 259
Enlèvement de la neige	196	15 000	11 188	11 188	24 184
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203	16 000	39 047	39 047	60 443
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205	500			
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208			187 565	226 186
Matières recyclables	209			138 198	137 939
Autres	210		4 219	4 219	
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	500	4 219	329 982	364 125

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2024	2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220	6 600	9 525	9 525	8 100
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224	6 600	9 525	9 525	8 100
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225	746 069	965 867	965 867	801 474
Activités culturelles					
Bibliothèques	226	1 500	1 905	1 905	1 682
Autres	227	48 726	49 379	49 379	41 357
	228	796 295	1 017 151	1 017 151	844 513
Réseau d'électricité	229				
	230	819 395	1 069 942	1 395 705	1 277 181
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	968 489	1 284 062	1 660 541	1 496 906

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	64 065	57 214	57 214	319 616
Droits de mutation immobilière	233	300 000	448 549	448 549	348 944
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	364 065	505 763	505 763	668 560
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	209 700	185 944	185 944	212 749
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	20 000	46 934	67 547	71 091
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	60 000	97 507	97 837	78 942
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(1 796)	(541)	82 182
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		13 018	13 018	363 035
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				(6 083)
Contributions des promoteurs	244				654 855
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247		29 401	29 401	60 645
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	26 100	57 892	110 635	76 033
	250	26 100	98 515	152 513	1 230 667
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	226 354	259 710	5 682	265 392	265 392	218 788
Greffe et application de la loi	2	567 270	583 940	7 158	591 098	591 098	558 224
Gestion financière et administrative	3	949 545	941 594	127 948	1 069 542	1 069 542	1 017 994
Évaluation	4	121 608	121 608		121 608	121 608	103 631
Gestion du personnel	5	111 824	106 452		106 452	106 452	114 022
Autres							
▪ Autres	6.1	199 700	176 444		176 444	176 444	224 022
	7	2 176 301	2 189 748	140 788	2 330 536	2 330 536	2 236 681
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 261 077	1 262 080		1 262 080	1 262 080	1 219 767
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	555 034	612 764	159 027	771 791	771 791	556 967
Sécurité civile	11	5 633	5 371	4 115	9 486	9 486	10 230
Autres	12						
	13	1 821 744	1 880 215	163 142	2 043 357	2 043 357	1 786 964
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 039 840	1 122 281	1 089 034	2 211 315	2 211 315	1 990 026
Enlèvement de la neige	15	689 846	544 415	101 733	646 148	646 148	818 102
Éclairage des rues	16	53 453	64 461	32 349	96 810	96 810	88 274
Circulation et stationnement	17	71 711	79 776	14 631	94 407	94 407	103 097
Transport collectif							
Transport en commun	18	26 392	26 392		26 392	26 392	24 357
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 881 242	1 837 325	1 237 747	3 075 072	3 075 072	3 023 856

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	886 943	874 675	362 792	1 237 467	1 237 467	1 217 010
Réseau de distribution de l'eau potable	24	290 544	244 352	350 277	594 629	594 629	612 711
Traitement des eaux usées	25	156 250	163 375	229 881	393 256	393 256	383 481
Réseaux d'égout	26	263 240	288 452	501 663	790 115	790 115	714 353
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	333 529	333 529		333 529	218 291	203 583
Élimination	28	263 432	263 432		263 432	555 185	511 261
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	280 199	280 006		280 006	243 414	260 039
Tri et conditionnement	30					44 264	48 874
Matières organiques							
Collecte et transport	31	115 824	130 090		130 090	249 835	229 461
Traitement	32					113 520	132 249
Matériaux secs	33	14 250	19 107		19 107	310 786	259 128
Autres	34					24 787	17 039
Plan de gestion	35						
Autres	36					2 533	1 030
Cours d'eau	37	9 921	9 921		9 921	9 921	8 480
Protection de l'environnement	38	12 239	12 083		12 083	12 083	12 087
Autres	39						
	40	2 626 371	2 619 022	1 444 613	4 063 635	4 800 086	4 610 786
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	59 245	44 921		44 921	44 921	85 999
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	11 273	11 273		11 273	11 273	11 876
	45	70 518	56 194		56 194	56 194	97 875

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	399 844	423 935	4 462	428 397	428 397	389 223
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	81 687	74 571		74 571	74 571	76 756
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	149 681	168 766	285	169 051	169 051	112 340
Tourisme	50						
Autres	51	50 099	50 099		50 099	50 099	45 774
Autres	52	60 495	53 411		53 411	53 411	241 100
	53	741 806	770 782	4 747	775 529	775 529	865 193
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	147 389	185 813	20 105	205 918	205 918	212 185
Patinoires intérieures et extérieures	55	807 216	833 752	131 329	965 081	965 081	976 741
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 106 426	1 090 649	256 246	1 346 895	1 346 895	1 329 164
Parcs et terrains de jeux	57	910 948	752 607	175 092	927 699	927 699	935 517
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	175 458	159 897	27 817	187 714	187 714	186 627
	61	3 147 437	3 022 718	610 589	3 633 307	3 633 307	3 640 234
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	133 358	103 306	5 842	109 148	109 148	119 312
Bibliothèques	63	223 232	217 844	22 584	240 428	240 428	219 690
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	228 985	233 451		233 451	233 451	269 847
	67	585 575	554 601	28 426	583 027	583 027	608 849
	68	3 733 012	3 577 319	639 015	4 216 334	4 216 334	4 249 083

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	963 895	744 790		744 790	783 495	597 797
Autres frais	71					3 869	2 230
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	94 112	111 484		111 484	111 485	100 095
	74	1 058 007	856 274		856 274	898 849	700 122
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	3 665 943	3 630 052	(3 630 052)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Donnacona | 34025 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	133 111	133 111	823 696
Usines de traitement de l'eau potable	2	46 526	46 526	88 100
Usines et bassins d'épuration	3	5 114 241	5 114 241	260 356
Conduites d'égout	4	3 147 785	3 147 785	3 292 248
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		176 401	6 069
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	985 177	985 177	2 318 188
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	34 240	34 240	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	270 798	270 798	208 599
Autres infrastructures	11	32 896	78 383	127 771
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	7 426 196	7 426 196	2 574 812
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 044 542	1 044 542	(92 043)
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	356 829	377 076	446 445
Ameublement et équipement de bureau	18	124 314	126 045	87 895
Machinerie, outillage et équipement divers	19	134 313	257 305	107 568
Terrains	20			10 499
Autres	21			
	22	18 850 968	19 217 826	10 260 203

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	133 111	133 111	692 725
Usines de traitement de l'eau potable	2	46 526	46 526	88 100
Usines et bassins d'épuration	3	5 114 241	5 114 241	260 356
Conduites d'égout	4	3 147 785	3 147 785	3 161 277
Autres infrastructures	5	1 323 111	1 544 999	2 267 713
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			130 971
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			130 971
Autres infrastructures	10			392 914
Autres immobilisations corporelles	11	9 086 194	9 231 164	3 135 176
	12	18 850 968	19 217 826	10 260 203

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	15 037			15 037
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	452 539	21 500	49 529	424 510
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 109 317	8 402 500	892 720	22 619 097
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	15 576 893	8 424 000	942 249	23 058 644
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 562 219		498 086	7 064 133
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	7 562 219		498 086	7 064 133
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	7 562 219		498 086	7 064 133
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 562 219		498 086	7 064 133
	19	23 139 112	8 424 000	1 440 335	30 122 777
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	23 139 112	8 424 000	1 440 335	30 122 777

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	29 077 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 650 918
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	7 064 133
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	9 937
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	23 654 648
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	1 251 541
Endettement net à long terme	14	24 906 189
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	66 600
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	24 972 789
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	24 972 789
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	121 608	121 608	121 608	103 631
Autres	3	109 451	109 451	109 451	89 584
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	8 693	8 693	8 693	3 096
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	26 392	26 392	26 392	24 357
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	9 727	23 769	23 769	10 775
Matières résiduelles	12	977 682	977 681	(79 048)	
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	9 921	9 921	9 921	8 480
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17	11 273	11 273	11 273	11 876
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	54 648	54 648	54 648	46 772
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	50 099	50 099	50 099	45 774
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	15 464	15 464	15 464	15 081
Réseau d'électricité	24				
	25	1 394 958	1 408 999	352 270	359 426

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	18 457 223	9 907 708
Frais de financement	4	393 745	141 240
Autres	5		
	6	18 850 968	10 048 948

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	18,00	35,00	32 162,00	1 485 605	382 082	1 867 687
Professionnels	2	18,00	35,00	32 550,00	673 604	73 778	747 382
Cols blancs	3	18,00	35,00	32 184,00	924 112	214 716	1 138 828
Cols bleus	4	23,00	40,00	48 336,00	1 612 380	380 755	1 993 135
Policiers	5						
Pompiers	6	22,00	4,20	4 759,00	194 999	19 752	214 751
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	99,00		149 991,00	4 890 700	1 071 083	5 961 783
Élus	9	7,00			194 502	35 228	229 730
	10	106,00			5 085 202	1 106 311	6 191 513

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	36 817				36 817
Réseau de distribution de l'eau potable	3	27 525	77 308			104 833
Traitement des eaux usées	4		4 081 119			4 081 119
Réseaux d'égout	5	39 039	2 351 093			2 390 132
Autres	6	684 702	4 218 336	90 000	64 842	5 057 880
	7	788 083	10 727 856	90 000	64 842	11 670 781

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	67 568	62 590
	4	67 568	62 590
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	85 790	33 471
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	85 790	33 471
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	230 161	142 443
Enlèvement de la neige	12	3 215	3 606
Autres	13	7 496	7 311
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	240 872	153 360
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	112 329	125 027
Réseau de distribution de l'eau potable	18	65 597	42 441
Traitement des eaux usées	19	37 054	31 499
Réseaux d'égout	20	110 805	73 831
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	325 785	272 798
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	136 259	136 688
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	136 259	136 688
Réseau d'électricité	42		
	43	856 274	658 907

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Claude Léveillée	1.1	Maire	47 793	19 422	7 643	3 822
Renée-Claude Pichette	1.2	Conseiller	10 431	261		
Francyne Bouchard	1.3	Conseiller	10 431	261		
Jean-Pierre Pagé	1.4	Conseiller	10 431	261		
Sylvie Lambert	1.5	Conseiller	10 431	261	955	477
Francis Bellemare	1.6	Conseiller	10 431	261		
Danie Blais	1.7	Conseiller	10 431	261		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4		X

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ $
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ $
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ $
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ $
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ $
Ligne 24 : Libres	20	_____ $
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ $
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ $
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ $
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____ $
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____ $
Ligne 9 : Autres charges	32	_____ $
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____ $
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____ $
Ligne 24 : Libres	41	_____ $
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____ $
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____ $

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 44 [X] [ ]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 45 _____ $

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 46 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024 — 47 _____ $

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 48 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 49 _____ $

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 50 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 — 51 _____ $

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ $

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54 [ ] [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55 [ ] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ $

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60 [X] [ ]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes 61 _____ $

b) autres formes d'aide 62 60 460 $

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 [ ] [X]

    Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 [ ] [ ]

    Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ $

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

    Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ $

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ $

    Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

    a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

    - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ $
    - Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité	71	$
Chaussées pavées - entretien préventif	72	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	73	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	74	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	75	$
Systèmes de drainage	76	$
Abords de routes	77	_____ $
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	78	_____ $

    b) Dépenses d'investissement

    - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ $
    - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ $

    c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ $

    d) Description des dépenses d'investissement

    - Relatives à l'entretien d'hiver :
    - Relatives à l'entretien d'été :

    e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

    f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution 82 _____

b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 84 [X] [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2019-10-375

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-28

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 699

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 284

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 97 [ ] [X]

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	2	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X	

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4		X
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6		X

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8		

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

[X] J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

[X] Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

[X] Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil :	2025-05-26
Nom du signataire :	KARINE NAUD
Fonction du signataire :	Trésorière
Date de transmission au Ministère :	2025-05-27
Date et heure de la dernière modification :	2025-05-14 10:56

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Donnacona | 34025 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	15 513 746	15 600 163	16 158 115	1 908 747	17 010 133
Investissement	2	6 716 540	13 828 500	10 856 207	43 334	10 899 541
	3	22 230 286	29 428 663	27 014 322	1 952 081	27 909 674
Charges	4	16 713 186	17 774 944	17 416 931	1 835 755	18 195 957
Excédent (déficit) lié aux activités	5	5 517 100	11 653 719	9 597 391	116 326	9 713 717
Moins : revenus d'investissement	6	(6 716 540)	(13 828 500)	(10 856 207)	(43 334)	(10 899 541)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 199 440)	(2 174 781)	(1 258 816)	72 992	(1 185 824)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 408 133	3 665 943	3 630 052	214 446	3 844 498
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(583 682)	(829 387)	(756 014)	(186 235)	(942 249)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(714 674)	(650 500)	(688 603)	(21 977)	(710 580)
Excédent (déficit) accumulé	12	189 880	(11 275)	69 410	22 847	92 257
Autres éléments de conciliation	13	164 533		3 556	440	3 996
	14	2 464 190	2 174 781	2 258 401	29 521	2 287 922
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 264 750		999 585	102 513	1 102 098

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	95 274	4 314 954	4 573 312	239 607
Débiteurs	2	16 542 909	12 654 780	13 072 410	16 936 309
Prêts	3		12 000	12 000	
Placements de portefeuille	4			478 185	412 544
Autres	5	6 392	262 627	262 627	6 392
	6	16 644 575	17 244 361	18 398 534	17 594 852
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	6 342 285		285 650	6 342 285
Créditeurs et charges à payer	9	4 030 587	6 637 199	6 924 205	4 235 564
Revenus reportés	10	347 022	2 993 140	2 993 140	347 022
Dette à long terme	11	21 733 046	28 805 752	29 849 982	22 962 516
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13	26 000	27 000	508 162	462 867
	14	32 478 940	38 463 091	40 561 139	34 350 254
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(15 834 365)	(21 218 730)	(22 162 605)	(16 755 402)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	84 567 839	99 785 199	102 089 905	86 720 573
Autres	17	942 666	707 062	744 193	960 435
	18	85 510 505	100 492 261	102 834 098	87 681 008
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	1 479 111	1 647 268	1 856 265	1 708 153
Excédent de fonctionnement affecté	20	290 599	240 090	418 242	382 473
Réserves financières et fonds réservés	21	21 894	30 111	30 111	21 894
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(587 458)	(532 838)	(532 838)	(587 458)
Financement des investissements en cours	23	(2 903 998)	(978 261)	(1 273 199)	(2 910 822)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	71 375 992	78 867 161	80 126 890	72 297 514
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			46 022	13 852
	26	69 676 140	79 273 531	80 671 493	70 925 606

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1	240 090	290 599
	2	240 090	290 599
Organismes contrôlés et partenariats[1]	3	178 152	91 874
	4	418 242	382 473
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7		
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	9 937	8 677
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	20 174	13 217
Autres			
▪	14.1		
	15	30 111	21 894
	16	448 353	404 367

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	23 654 648
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	24 972 789

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	15 037	15 037
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	22 619 097	15 109 317
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	424 510	452 539
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 064 133	7 562 219
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	30 122 777	23 139 112

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	10 579 598	11 120 969	11 156 542	11 156 542
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 946 055	1 975 459	1 968 274	1 968 274
Quotes-parts	14				
Transferts	15	417 513	855 381	837 925	1 238 523
Services rendus	16	1 082 550	968 489	1 284 062	1 660 541
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	928 970	593 765	738 641	759 254
Autres	18	559 060	86 100	172 671	226 999
	19	15 513 746	15 600 163	16 158 115	17 010 133
Investissement					
Taxes	20	45 150			
Quotes-parts	21				
Transferts	22	5 962 665	13 828 500	10 832 856	10 876 190
Autres	23	708 725		23 351	23 351
	24	6 716 540	13 828 500	10 856 207	10 899 541
	25	22 230 286	29 428 663	27 014 322	27 909 674

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	2 176 301	2 189 748	140 788	2 330 536	2 330 536	2 236 681
Sécurité publique							
Police	2	1 261 077	1 262 080		1 262 080	1 262 080	1 219 767
Sécurité incendie	3	555 034	612 764	159 027	771 791	771 791	556 967
Autres	4	5 633	5 371	4 115	9 486	9 486	10 230
Transport							
Réseau routier	5	1 854 850	1 810 933	1 237 747	3 048 680	3 048 680	2 999 499
Transport collectif	6	26 392	26 392		26 392	26 392	24 357
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 596 977	1 570 854	1 444 613	3 015 467	3 015 467	2 927 555
Matières résiduelles	9	1 007 234	1 026 164		1 026 164	1 762 615	1 662 664
Autres	10	22 160	22 004		22 004	22 004	20 567
Santé et bien-être	11	70 518	56 194		56 194	56 194	97 875
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	399 844	423 935	4 462	428 397	428 397	389 223
Promotion et développement économique	13	199 780	218 865	285	219 150	219 150	158 114
Autres	14	142 182	127 982		127 982	127 982	317 856
Loisirs et culture	15	3 733 012	3 577 319	639 015	4 216 334	4 216 334	4 249 083
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 058 007	856 274		856 274	898 849	700 122
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	14 109 001	13 786 879	3 630 052	17 416 931	18 195 957	17 570 560
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 665 943	3 630 052	(3 630 052)			
	21	17 774 944	17 416 931		17 416 931	18 195 957	17 570 560

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	6 716 540	10 856 207	43 334	10 899 541
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(10 048 948)	(18 850 968)	(366 858)	(19 217 826)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(1 900)	(12 000)	( )	(12 000)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 317 329	8 424 000		8 424 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	714 674	688 603	21 977	710 580
Excédent accumulé	6	129 378	836 520	13 433	849 953
	7	(6 889 467)	(8 913 845)	(331 448)	(9 245 293)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(172 927)	1 942 362	(288 114)	1 654 248

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14